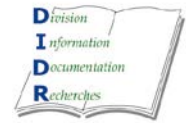


17 avril 2020



Le service militaire après la réforme de 2019

Mise à jour de la note « Service militaire et situation des appelés d'origine kurde » du 11 octobre 2017

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Situation générale	3
1.1. Une armée en voie de professionnalisation.....	3
1.2. La loi du 25 juin 2019 et sa mise en application.....	3
2. Mesures particulières depuis la fin de 2017.....	4
2.1. Mesures d'exemption et d'aide sociale.....	4
2.2. Mesures sanitaires liées à l'épidémie de COVID-19.....	5
3. Dangers encourus dans le cadre du service militaire	5
3.1. Engagement des appelés dans des zones de conflit	5
3.2. Allégations de tortures et mauvais traitements.....	6
4. Refus ou désertion du service militaire.....	7
4.1. Insoumis et déserteurs	7
4.2. Objecteurs de conscience	8
Bibliographie	10

Résumé : L'armée turque, bien que la conscription y tienne toujours une place importante, est en voie de professionnalisation. La loi du 25 juin 2019 réduit la durée du service obligatoire qui passe de 12 à 6 mois, ou à seulement un mois en échange du versement d'une somme forfaitaire ; cette durée peut être prolongée par un service volontaire rémunéré pour une période de six mois. Peu d'informations sont disponibles sur l'engagement éventuel des appelés en zone de conflit ou sur les allégations de tortures et mauvais traitements, les violences commises dans le cadre militaire ne faisant que très rarement l'objet de procédures judiciaires. L'insoumission, la désertion et l'incitation à ne pas accomplir son service militaire sont passibles de peines d'emprisonnement et parfois assimilées à de la « propagande terroriste ». L'objection de conscience n'est pas admise par la loi ; elle ne donne plus lieu à des peines d'emprisonnement mais expose à des amendes, interdictions professionnelles et ostracisation sociale.

Abstract : The Turkish military, although conscription still plays an important role, is in the process of professionalization. The law of June 25, 2019 reduces the duration of compulsory service from 12 to 6 months, or to only one month in exchange for the payment of a lump sum; this period may be extended by voluntary remunerated service for a period of six months. Little information is available on the possible engagement of conscripts in conflict zones or on the allegations of torture and ill-treatment, violence committed within the military framework being very rarely the subject of legal proceedings. Failure to comply, desertion and incitement to refrain from military service is punishable by imprisonment and sometimes treated as "terrorist propaganda". Conscientious objection is not allowed by law; it no longer gives rise to prison terms but exposes to fines, professional bans and social ostracization.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Situation générale

1.1. Une armée en voie de professionnalisation

Le service militaire (en turc : « *askerlik hizmeti* », « *zorunlu askerlik* ») est obligatoire pour les hommes de 20 ans et plus. Jusqu'en juin 2019, sa durée est de 12 mois, comme simple soldat ou sous-officier, pour les personnes non titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Le titulaire d'un diplôme a le choix entre un service court de 6 mois comme simple soldat et un service long de 12 mois comme officier de réserve¹. Le programme « Force 2014 », en application depuis 2014, vise à réduire de 20 à 30% l'effectif des forces terrestres tout en améliorant leur formation et leur équipement².

Une loi promulguée le 14 janvier 2016, en vigueur du 27 janvier 2016 au 31 décembre 2017, permet à un citoyen turc âgé de 38 ans et plus, vivant à l'étranger en situation légale depuis trois années consécutives, de se libérer de ses obligations militaires moyennant la somme de 1 000 euros, au lieu de 6 000 euros exigés auparavant³.

Le « service militaire payé » (en turc : « *bedelli askerlik* », en anglais : « *paid military service* »⁴), qui permet de se libérer de ses obligations militaires en échange d'une somme forfaitaire, a été instauré à plusieurs reprises à titre provisoire en 1987, 1992, 1999 et 2011 : cette mesure est prise en fonction, d'une part, des ressources budgétaires du gouvernement turc, et d'autre part, des besoins en effectifs liés notamment au conflit armé qui, depuis 1984, oppose les forces de sécurité turques à la guérilla pro-kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (en kurde : *Partiya Karkerên Kurdistan*, PKK, voir 3.1)⁵.

Une loi votée en décembre 2014 permet d'échapper au service militaire en payant une somme de 18 000 livres turques (TRY), soit 4 286 euros au 1^{er} octobre 2017, somme équivalant à un an de revenu moyen. Cette loi est critiquée par une partie de l'opinion et l'association pour l'objection de conscience *Vicdani Ret* (VR-DER) qui la juge discriminatoire envers les pauvres⁶.

Selon un article du journal conservateur *Daily Sabah*, publié en février 2019, les autorités souhaitent de longue date réduire la durée du service militaire, le nombre de jeunes hommes mobilisables, estimé à 5 millions, dépassant largement les besoins d'une armée professionnalisée dont l'effectif tendrait vers 350 000 hommes⁷. En outre, la purge drastique de l'armée entreprise à la suite du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, attribué à la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen, entraîne une pénurie d'officiers d'encadrement⁸. Un décret de 2016, entrant en vigueur à partir du 31 juillet 2019, prévoit de ne plus enrôler de conscrits au sein de la gendarmerie, corps paramilitaire fortement engagé dans la lutte contre la guérilla et destiné à devenir une force entièrement professionnelle ; un recrutement de 30 000 hommes par an doit permettre de maintenir un effectif adéquat⁹.

1.2. La loi du 25 juin 2019 et sa mise en application

La nouvelle loi sur le service militaire est soumise au Parlement par le Parti pour la justice et du développement (en turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP, majorité gouvernementale) le 23 mai 2019 et soumise au débat à partir du 11 juin 2019¹⁰. Elle est promulguée le 25 juin 2019 et spécifie que :

¹ DIDR, Ofpra, 12/10/2017, [url](#)

² Central Intelligence Agency (CIA), m. à j. le 06/04/2020, [url](#)

³ Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), 30/01/2017, [url](#)

⁴ Euronews (en turc), 13/07/2019, [url](#) ; Anadolu Ajansi, 13/07/2019, [url](#)

⁵ Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), 30/01/2017, [url](#)

⁶ Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), 30/01/2017, [url](#)

⁷ Daily Sabah, 19/02/2019, [url](#)

⁸ KAYA Sümbül, Mouvements, 2017/2 (n° 90), [url](#)

⁹ Daily Sabah, 30/06/2018, [url](#)

¹⁰ Hürriyet Daily News, 25/06/2019, [url](#)

- La durée du service militaire obligatoire est réduite de 12 à 6 mois pour les soldats et sous-officiers ;
- Tout citoyen masculin de 20 ans et plus est tenu d'accomplir un mois de service militaire ; il peut se racheter des cinq mois restants par le versement d'une somme forfaitaire de 31 000 livres turques¹¹ ;
- Le nombre de conscrits admis au « service militaire payé » est déterminé par le ministère de la Défense en fonction des besoins des forces armées¹².

Les dispositions concernant les diplômés, soumis à un service de 12 mois comme officiers de réserve, restent inchangées en 2019-2020¹³.

Par ailleurs, la loi du 25 juin 2019 permet à l'appelé de prolonger son service militaire obligatoire par une période de service volontaire rémunéré :

- Au terme de six mois accomplis, le conscrit peut décider de rester dans l'armée pour six mois supplémentaires : il reçoit alors une solde mensuelle¹⁴ ;
- Le montant de cette solde est fixé à 2 000 livres turques par mois, augmenté de 1 000 livres s'il accomplit cette période dans les provinces du Sud-Est telles que Gaziantep, Şırnak et Hakkari¹⁵.

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi entraîne la libération des obligations militaires d'environ 100 000 soldats tandis que 460 000 hommes d'âge militaire sont éligibles au service militaire payé¹⁶. En juillet 2019, le ministère de la Défense annonce que les demandes de service militaire payé pour l'année 2020 pourront être déposées entre le 16 et le 31 juillet 2019 ; le coût est porté à 33 230 livres turque¹⁷ pour un citoyen vivant en Turquie et 5 542 euros pour un citoyen turc vivant à l'étranger¹⁸. En raison du grand nombre de demandes pour le « service militaire payé », beaucoup de demandes présentées en 2019 sont reportées à l'année suivante ; une nouvelle période d'ouverture de demandes est annoncée pour le 24 janvier 2020¹⁹. Les conscrits en « service militaire payé », comme ceux en service militaire commun, passent par une cérémonie publique de prestation de serment qui les intègre aux traditions de l'unité²⁰.

La carte d'identité militaire (en turc : *askerlik cüzdanı*) est délivrée au conscrit par le centre d'entraînement dont il dépend²¹. Le conscrit a le droit de déposer une demande de passeport pendant son service²².

2. Mesures particulières depuis la fin de 2017

2.1. Mesures d'exemption et d'aide sociale

En vertu du décret n°696 de décembre 2017, un jeune homme dont le père ou le frère a été tué en service armé, mort qualifié de « martyr » (en turc : *şehit*) selon l'usage turc, peut être exempté de service militaire, sauf s'il choisit de l'accomplir volontairement ; il peut aussi être déchargé de son service s'il était en train de l'accomplir lors de la mort de son parent²³. Une directive de juin 2018 spécifie que le fils d'un « martyr », y compris un policier ou fonctionnaire tué ou gravement blessé dans son service, ou celui d'un ancien

¹¹ 31 000 livres turques équivalent à 4 590 euros en juin 2019, [url](#)

¹² Hürriyet Daily News, 25/06/2019, [url](#)

¹³ Central Intelligence Agency (CIA), m. à j. le 06/04/2020, [url](#)

¹⁴ Central Intelligence Agency (CIA), m. à j. le 06/04/2020, [url](#) ; Hürriyet Daily News, 25/06/2019, [url](#)

¹⁵ Hürriyet Daily News, 25/06/2019, [url](#)

¹⁶ Hürriyet Daily News, 25/06/2019, [url](#)

¹⁷ 33 230 livres turques correspondent à 5 067 euros en juillet 2019.

¹⁸ Euronews (en turc), 13/07/2019, [url](#) ; Anadolu Ajansı, 13/07/2019, [url](#)

¹⁹ Hürriyet, 21/01/2020, [url](#)

²⁰ Hürriyet, 24/01/2020, [url](#)

²¹ Ministère des Affaires étrangères (Pays-Bas), 07/2019, § 2.3, [url](#)

²² Ministère des Affaires étrangères (Pays-Bas), 07/2019, § 2.3, [url](#)

²³ Yeni Şafak, 24/12/2017, [url](#)

combattant des guerres de Corée (1950-1953) ou de Chypre (1974) peut demander à faire son service militaire dans sa province de résidence ou celle de sa famille²⁴.

Les appelés accomplissant leur service ont droit à un certain nombre d'avantages sociaux : prêts, allocation versée aux familles nécessiteuses (voir ci-après), gratuité des transports urbains et de l'entrée dans les musées. Ceux qui ont accompli le service militaire rémunéré instauré par la loi de juin 2019 (voir 1.) ont un accès préférentiel au recrutement comme militaire professionnel ainsi qu'aux logements sociaux construits par l'Agence de secours de l'armée (en turc : *Ordu Yardımlaşma Kurumu*, OYAK)²⁵ : l'OYAK est un fonds de pension militaire qui tient une grande place dans l'économie et la vie sociale turques²⁶.

Si le conscrit vient d'une famille nécessiteuse avec un revenu inférieur à 609 livres par mois (chiffre de 2019), ce qui correspond à un tiers du salaire minimum, sa femme ou, à défaut, sa mère, ou à défaut, son père peut demander une allocation de 550 livres tous les deux mois (275 livres par mois) plus 100 livres par enfant mineur²⁷.

Le 11 janvier 2018, un protocole signé entre les ministères de la Justice et de la Défense et le Conseil des juges et procureurs (en turc : *Hâkimler ve Savcılar Kurulu*, HSK, l'équivalent du Conseil supérieur de la magistrature) permet aux juges et procureurs de repousser la date de leur service militaire jusqu'à l'âge de 35 ans ; un juge ou procureur peut demander à effectuer son service avant cette limite s'il obtient l'accord du HSK. Cette mesure est destinée à combler le manque de personnels après la purge de l'appareil judiciaire en 2016²⁸ : elle s'applique immédiatement aux 2 033 magistrats qui devaient être appelés en mai 2018²⁹.

2.2. Mesures sanitaires liées à l'épidémie de COVID-19

A partir de mars 2020, la propagation de l'épidémie de coronavirus (COVID-19) amène les autorités à prendre des mesures préventives : les troupes en opérations sont contrôlées par caméra thermique et reçoivent des tenues de protection sanitaire³⁰.

Le 17 mars 2020, le ministère de la Défense annonce qu'en raison de l'épidémie, toutes les convocations pour la période du service militaire payé sont reportées à une date indéterminée³¹. Les conscrits qui se présentent pour leur période de six mois sont soumis à des mesures de quarantaine pendant 14 jours et toutes les visites sont interdites³².

En avril 2020, l'épidémie oblige les autorités turques à réduire les mouvements de troupes, notamment vers les zones d'opérations de la frontière syrienne, et à prendre des mesures préventives. Un Centre de lutte contre le COVID-19 (acronyme turc : COMMER) est créé au sein du ministère de la Défense³³.

3. Dangers encourus dans le cadre du service militaire

3.1. Engagement des appelés dans des zones de conflit

Après un cessez-le-feu unilatéral décidé par le PKK entre 2013 et juillet 2015, les affrontements reprennent dans l'Est et le Sud-Est, faisant, selon le think tank International Crisis Group, 2 981 tués entre juillet 2015 et juillet 2017 dont 976 membres des forces de sécurité, 1 378 combattants clandestins, 408 civils et 219 « jeunes d'affiliation

²⁴ Sputnik, 01/06/2018, [url](#)

²⁵ TRT Haber, 23/05/2019, [url](#)

²⁶ The Guardian, 16/08/2019, [url](#) ; Info-Türk, 12/2002, [url](#)

²⁷ CNN Türk, 19/07/2019, [url](#)

²⁸ Sur cette purge faisant suite au coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, voir notamment DIDR, Ofpra, 17/03/2017, [url](#)

²⁹ Hürriyet Daily News, 11/01/2018, [url](#)

³⁰ Sabah, 13/03/2020, [url](#)

³¹ Sözcü, 17/03/2020, [url](#)

³² Hürriyet, 01/04/2020, [url](#)

³³ Hürriyet Daily News, 06/04/2020, [url](#)

inconnue »³⁴. Selon les données rassemblées par le Département d'Etat américain, de janvier à novembre 2018, 185 membres des forces de sécurité, 311 combattants clandestins et 33 civils sont tués dans ces régions³⁵ ; de janvier à novembre 2019, 82 membres des forces de sécurité, 343 combattants clandestins et 26 civils³⁶. Il s'y ajoute plusieurs dizaines de militaires turcs tués au cours d'opérations dans le nord de la Syrie : d'après plusieurs sources médiatiques citées par l'encyclopédie en ligne Wikipedia, source de fiabilité non garantie, leur nombre s'élève entre 64 et 78 entre octobre 2017 et février 2020³⁷.

Les sources ne précisent généralement pas si les tués sont des appelés ou des professionnels. Un des rares cas documentés est celui de Sefter Tas, un conscrit d'origine kurde d'Iğdır (Est), en service dans la province frontalière de Kilis : le 1^{er} septembre 2015, il est engagé dans la poursuite d'un groupe de contrebandiers au-delà de la frontière syrienne et capturé par les combattants clandestins djihadistes de l'Etat islamique (EI) ; ses ravisseurs cherchent, en vain, à l'échanger contre leurs partisans prisonniers en Turquie ; finalement, le 22 décembre 2016, une vidéo diffusée par les djihadistes montre Sefter Tas brûlé vif par les hommes de l'EI en même temps qu'un autre captif turc, Fethi Sahin, officier de renseignement de la gendarmerie³⁸.

Des articles des médias turcs évoquent, de façon ponctuelle, l'état d'esprit patriotique des appelés. La « soirée d'adieu au soldat » (en turc : « *Asker Uğurlama Gecesi* »), lors du départ des conscrits pour l'armée, donne toujours lieu à une cérémonie publique en présence des familles³⁹. Dans un article publié le 3 mars 2020, le quotidien libéral *Hürriyet* cite l'exemple d'un soldat qui accomplissait son service dans la gendarmerie dans la province de Konya et dont le frère, caporal des commandos, venait d'être tué le 20 février 2020 lors d'une frappe aérienne près d'Idlib (Syrie)⁴⁰ : le jeune homme se dit décidé à s'engager comme soldat professionnel et fier de pouvoir mourir pour la patrie⁴¹.

Selon le quotidien conservateur *Sabah*, dans un article publié le 13 mars 2020, 3 000 jeunes Turcs se sont présentés pour accomplir un service militaire anticipé depuis le lancement de l'opération « Bouclier du printemps », le 29 février 2020, destinée à sécuriser la région d'Idlib⁴².

3.2. Allégations de tortures et mauvais traitements

D'après plusieurs ONG turques citée par le Département d'Etat des Etats-Unis :

« Certains militaires appelés ont subi de graves brimades, violences physiques et tortures ayant parfois entraîné leur mort ou leur suicide. L'Association pour les victimes et morts suspects dans l'armée⁴³ a enregistré 202 morts suspects entre 2012 et 2015, leur nombre diminuant chaque année pendant cette période. »⁴⁴

Le Département d'Etat signale deux autres cas en 2018 :

« En mai [2018], dans la province de Van [est de la Turquie], des soldats ont battu violemment un soldat pour avoir parlé kurde. [Ce soldat] Fethi Aydemir a subi de graves lésions du crâne et des organes internes à cette occasion ; Dans une affaire distincte, à

³⁴ International Crisis Group, 20/07/2017, [url](#)

³⁵ US Department of State, 13/03/2019, [url](#)

³⁶ US Department of State, 11/03/2020, [url](#)

³⁷ Wikipedia (en anglais), m. à j. le 28/03/2020, [url](#)

³⁸ ERDEMIR Aykan, Long War Journal, 15/06/2018, [url](#)

³⁹ Haberler.com, 19/07/2019, [url](#) ; Milliyet, 19/09/2018, [url](#) ; Gaziantep24, 21/07/2018, [url](#) ; Milliyet, 23/10/2017, [url](#)

⁴⁰ Sur cette frappe, menée par les forces aériennes syriennes contre une milice soutenue par la Turquie, voir RFI, 21/02/2020, [url](#)

⁴¹ *Hürriyet*, 02/03/2020, [url](#)

⁴² *Sabah*, 13/03/2020, [url](#)

⁴³ En anglais : « *Association for Suspicious Military Deaths and Victims* ».

⁴⁴ US Department of State, 11/03/2020, [url](#)

Gaziantep [sud-est], un soldat a été agressé par ses camarades pour avoir eu sur son téléphone portable une photographie de Selahattin Demirtas, ancien dirigeant du Parti démocratique des peuples [HDP, parti légal pro-kurde]. »⁴⁵

Un député du HDP, questionné en mai 2018 par les médias à propos de l'affaire de Fethi Aydemir, déclare que les appelés risquent d'être arrêtés, placés en détention, frappés, harcelés, insultés ou discriminés pour avoir simplement écouté de la musique kurde, chanté, parlé en kurde au téléphone avec un membre de leur famille qui ne parle pas le turc : « Les commandants d'unités justifient habituellement ces excès en présentant [le fait de parler kurde] comme de la propagande terroriste »⁴⁶.

Des ONG turques citées par le Département d'Etat mentionnent d'autres cas pour l'année 2019 :

« L'Association des droits de l'homme (IHD) et la Fédération des droits de l'homme de Turquie (HRFT/TIHV) ont rapporté au moins 17 morts présentées comme suspectes dans le courant de cette année [2019]. En juillet [2019], l'IHD rapporte qu'un soldat kurde servant à Adapazarı [région de la mer de Marmara, nord-ouest] a été violemment battu par d'autres soldats à cause de son origine ethnique. »⁴⁷

Selon le ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni, dans un rapport publié en septembre 2018, les autorités turques ne publient pas de statistiques sur le taux de suicide au sein de l'armée et il n'est pas possible de le comparer à celui parmi la population totale ; il existe cependant, depuis 2013, un programme de soutien psychologique aux soldats en difficulté ainsi que des voies de recours pour les soldats victimes de mauvais traitements⁴⁸.

De façon générale, selon le Département d'Etat américain, bien que les membres des forces de sécurité puissent faire l'objet d'investigations de la part de diverses institutions (Ombudsman, Institution nationale des droits de l'homme, commission des Droits de l'homme du Parlement, parquet, justice pénale), les cas effectifs de poursuites sont exceptionnels ; en particulier, les militaires impliqués dans la lutte contre le « terrorisme » bénéficient d'une immunité légale⁴⁹.

Peu d'informations ont été trouvées sur des poursuites judiciaires engagées pour violences au sein de l'armée. Cependant, en janvier 2020, la Cour d'appel condamne à 16 ans d'emprisonnement un soldat qui, pendant son service militaire en 2011, avait tué par arme à feu un camarade d'origine arménienne : le tribunal de première instance avait prononcé une peine relativement légère (quatre ans d'emprisonnement) en invoquant un homicide par imprudence mais la famille de la victime avait fait appel en invoquant un meurtre intentionnel inspiré par l'ultranationalisme turc, la date des faits (le 24 avril 2011) étant celle de la commémoration du génocide arménien de 1915 dont la réalité est niée par les ultranationalistes⁵⁰.

4. Refus ou désertion du service militaire

4.1. Insoumis et déserteurs

En juillet 2018, selon une estimation publiée par le *Hürriyet Daily News*, 2,5 millions de Turcs ont déposé une demande de report de leur service militaire et 400 000 sont déclarés déserteurs⁵¹.

Selon une étude publiée en mars 2018 par l'ONG Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), la désertion et l'insoumission sont toujours sanctionnées par la législation turque

⁴⁵ US Department of State, 13/03/2019, [url](#)

⁴⁶ Kurdistan 24, 10/05/2018, [url](#)

⁴⁷ US Department of State, 11/03/2020, [url](#)

⁴⁸ Home Office (Royaume-Uni), 09/2018, [url](#)

⁴⁹ US Department of State, 11/03/2020, [url](#)

⁵⁰ Turkish Minute, 13/01/2020, [url](#)

⁵¹ Hürriyet Daily News, 17/07/2018, [url](#)

au titre la loi de 1930 : les déserteurs, réfractaires et insoumis sont passibles d'une peine d'un à trois ans d'emprisonnement, portée à deux ans au minimum si la personne a déserté en emportant des armes, des munitions ou des équipements militaires, ou si elle a fui « pendant son service » ; de trois à cinq ans si elle a fui à l'étranger ; de cinq à dix ans si elle cumule la fuite à l'étranger avec le vol d'armes et matériels militaires, ou en cas de récidive. Ces peines s'appliquent aussi aux fonctionnaires travaillant pour l'armée⁵². D'après un avocat turc consulté par l'OSAR, des peines de cinq à dix ans d'emprisonnement sont effectivement prononcées à l'encontre de militaires ayant fui à l'étranger⁵³.

Selon l'OSAR, ces contrôles ont été renforcés depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016. Les personnes recherchées pour désertion ou insoumission sont enregistrées dans le Système général de collecte d'informations (en turc : « *Genel Bilgi Toplama Sistemi* » ou GBTS, en anglais : « *General Information Gathering System* »). Lors d'un contrôle ou d'une transaction à l'aéroport, le code-barres du passeport permet aux policiers et garde-frontières, avec des lecteurs portables, d'avoir accès à leur fiche du GBTS : la personne peut alors être immédiatement arrêtée, placée en détention et conduite au procureur et aux tribunaux. De tels cas ont été signalés en 2017⁵⁴.

Selon le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, dans un rapport publié en juillet 2019, les données de la carte d'identité militaire sont enregistrées dans le Système général de collecte d'informations, de sorte qu'un réfractaire ou un déserteur peut être identifié s'il présente ses papiers à la frontière, lors d'un contrôle routier ou en prenant une chambre à l'hôtel⁵⁵.

Selon l'OSAR, le décret-loi 691 du 22 juin 2017, édicté dans le cadre de l'état d'urgence, considère comme « fugitif » tout militaire ayant passé plus de trois jours à l'étranger sans autorisation : d'après le ministre turc de la Défense, cette mesure s'applique particulièrement aux partisans présumés de la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen, considérée comme responsable du putsch manqué de juillet 2016 et présentée par les autorités comme « organisation terroriste güleniste » (acronyme turc : FETÖ)⁵⁶.

4.2. Objecteurs de conscience

Selon le militant pacifiste turc Ercan Aktaş, dans une conférence prononcée à Paris en juin 2018 :

« En Turquie, le service militaire obligatoire, n'est pas seulement destiné à la "défense de la patrie", mais est une pratique qui définit également la relation de citoyenneté des femmes et hommes avec l'Etat. C'est par ce chemin, qu'une relation puissante est instaurée entre l'Etat, la virilité et le militarisme, et la "citoyenneté de première classe" offerte aux hommes, par l'intermédiaire du "devoir sacré" du service militaire. Nous, les objecteurs/trices de conscience, nous défendons en Turquie, l'idée "d'une autre vie possible" et nous concrétisons cela à travers nos propres vies et la lutte politique que nous menons. »⁵⁷

Le Code pénal turc, par l'article 318 amendé en 2013, prévoit une peine de six mois à deux ans d'emprisonnement, augmentée de moitié en cas de diffusion par la presse écrite ou audiovisuelle, tout encouragement ou incitation à ne pas accomplir son service militaire⁵⁸. L'article 319 prévoit entre un et trois ans d'emprisonnement pour le fait d'inciter un militaire à désobéir ou négliger ses devoirs dans le cadre du service militaire ; cette peine peut être portée entre deux et cinq ans si cette incitation est commise publiquement⁵⁹.

⁵² Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), 22/03/2018, [url](#)

⁵³ Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), 22/03/2018, [url](#)

⁵⁴ Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), 22/03/2018, 3.1. « Arrestation après le retour », [url](#)

⁵⁵ Ministère des Affaires étrangères (Pays-Bas), 07/2019, § 2.3, [url](#)

⁵⁶ Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), 22/03/2018, 3.1. « Arrestation après le retour », [url](#)

⁵⁷ AKTAŞ Ercan, Kedistan, 16/06/2018, [url](#)

⁵⁸ Turquie, « Penal code of Turkey » (traduction anglaise), 15/02/2016, Art. 318, [url](#)

⁵⁹ Turquie, « Penal code of Turkey » (traduction anglaise), 15/02/2016, Art. 319, [url](#)

La Turquie est le seul Etat membre du Conseil de l'Europe à ne pas reconnaître le droit à l'objection de conscience ni à un service alternatif, y compris pour motifs religieux, en dépit de plusieurs décisions contraires de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)⁶⁰. Les informations sur la législation applicable sont en partie contradictoires. Selon le Département d'Etat américain, dans un rapport publié en 2018 et portant sur l'année 2019, une personne refusant d'accomplir son service militaire est passible d'une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement⁶¹. Selon plusieurs sources consultées par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, dans un rapport publié en juillet 2019, l'article 89 du Code pénal a été amendé en 2014 et ne prévoit plus de peine d'emprisonnement : les objecteurs restent toutefois passibles d'amendes administratives bien que ces peines soient parfois levées en appel. Par ailleurs, un objecteur peut faire l'objet de poursuites pour « propagande terroriste »⁶². Selon l'Association européenne des témoins de Jéhovah, dans un rapport présenté en septembre 2019 à l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), à cette date, 63 membres des témoins de Jéhovah font l'objet de poursuites pour 117 chefs d'accusation liés à l'objection de conscience ; ils s'exposent à des amendes pour un montant total de 48 600 euros ; en outre, le ministère de la Défense adresse un courrier à leur employeur qui a généralement pour conséquence de leur faire perdre leur emploi⁶³. Le militant Ercan Aktaş qualifie leur situation de « mort civile⁶⁴ » :

« Les objecteurs de conscience sont privés du droit de voyager et de séjour. Il leur est interdit de travailler dans le secteur de la sécurité sociale. Ils ne peuvent pas poursuivre leur vie à des adresses connues, ne peuvent occuper aucun emploi dans le secteur public et ne peuvent pas fréquenter l'université à partir d'un certain âge. Ils sont condamnés à une vie misérable, sans les avantages d'une vie économique et sociale normale. »⁶⁵

D'après une étude menée par un médecin turc en 2017 et citée par l'OSAR, l'ostracisme à l'encontre des objecteurs de conscience s'étend à ceux qui subissent une peine de prison⁶⁶ :

« Selon une expertise non publiée du docteur Özgür Cinar datant de juin 2017, les objecteurs de conscience qui purgent une peine de prison en Turquie subissent des sévices dans les cellules et dans les prisons. D'autres détenus, ainsi que le personnel de sécurité, les considèrent comme des lâches et des traîtres. C'est pourquoi les intéressés sont souvent exposés à diverses formes de harcèlement, de sévices et même de torture. »⁶⁷

Au début de 2020, au moins 20 demandes d'objection de conscience sont en examen devant la Cour constitutionnelle de Turquie ; aucune décision n'a encore été rendue⁶⁸.

⁶⁰ Ministère des Affaires étrangères (Pays-Bas), 07/2019, § 4.3, [url](#)

⁶¹ US Department of State, 21/06/2019, § Legal Framework, [url](#)

⁶² Ministère des Affaires étrangères (Pays-Bas), 07/2019, § 4.3, 5.1 et 5.2, [url](#)

⁶³ European Association of Jehovah's Witnesses, 19/09/2019,

⁶⁴ AKTAŞ Ercan, Kedistan, 16/06/2018, [url](#)

⁶⁵ AKTAŞ Ercan, Kedistan, 16/06/2018, [url](#)

⁶⁶ Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), 22/03/2018, [url](#)

⁶⁷ Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), 22/03/2018, [url](#)

⁶⁸ Forum 18, 25/03/2020, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés le 16 avril 2020.

Documents DIDR

DIDR, « Turquie : Service militaire et situation des appelés d'origine kurde », Ofpra, 12/10/2017

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/64_tur_service_militaire.pdf

DIDR, « Turquie : Etat du système judiciaire », Ofpra, 17/03/2017

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/48_didr_turquie_etat_du_syste_me_judiciaire_ofpra_17032017.pdf

Texte juridique

Turquie, « Penal code of Turkey » (traduction anglaise), 15/02/2016

https://www.legislationline.org/download/id/6453/file/Turkey_CC_2004_am2016_en.pdf

Institutions nationales

Central Intelligence Agency (CIA), « The World Factbook – Middle East - Turkey », m. à j. le 06/04/2020

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html>

US Department of State, « Country Report on Human Rights Practices 2019 – Turkey », 11/03/2020

<https://www.ecoi.net/en/document/2026346.html>

Ministère des Affaires étrangères (Pays-Bas), « Thematisch Ambtsbericht Turkije: Dienstplicht », 07/2019

https://www.ecoi.net/en/file/local/2012975/Thematisch_Ambtsbericht_Turkije_Dienstplicht.pdf

US Department of State, « 2018 Report on International Religious Freedom – Turkey », 21/06/2019

<https://www.ecoi.net/en/document/2011023.html>

US Department of State, « Country Report on Human Rights Practices 2018 – Turkey », 13/03/2019

<https://www.ecoi.net/en/document/2004277.html>

Home Office (Royaume-Uni), « Country Policy and Information Note - Turkey: Military service », 09/2018

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/738856/Turkey_-_Military_service_-_CPIN_-_v2.0_September_2018_.pdf

Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), « Turquie : information sur la loi de 2014 sur l'exemption du service militaire, y compris sur l'application de la loi; information sur d'autres lois concernant l'exemption payée du service militaire (2014-octobre 2016) », 30/01/2017

<http://www.refworld.org/docid/589463774.html>

Organisations non gouvernementales

Forum 18, « Constitutional Court judgment on Armenian Patriarchal election – a precedent? », 25/03/2020
<https://www.ecoi.net/en/document/2026962.html>

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), « Turquie : désertion et opérations de sécurité dans le Sud-Est (d'août 2015 à mai 2016) », 22/03/2018
<https://www.refugeecouncil.ch/countries-of-origin.html>

Think tanks, universités et centres de recherches

International Crisis Group, « Turkey's PKK Conflict Kills almost 3,000 in Two Years », 20/07/2017 <https://www.ecoi.net/en/document/1404523.html>

KAYA Sümbül, « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016 », Mouvements, 2017/2 (n° 90)
<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2017-2-page-19.htm>

Médias

Hürriyet Daily News, "Turkish army minimizes movement of its troops in Syria due to COVID-19 measures", 06/04/2020
<https://www.hurriyetdailynews.com/turkish-army-minimizes-movement-of-its-troops-in-syria-due-to-covid-19-measures-153619>

Hürriyet, "Kışlalarda son durum", 01/04/2020
<https://www.hurriyet.com.tr/yazarlar/mehmet-soysal/kislalarda-son-durum-41483190>

Sözcü, "Bedelli askerlik yerleri ne zaman açıklanır? MSB'den celp ve sevk tarihleri açıklaması", 17/03/2020
<https://www.sozcu.com.tr/2020/gundem/bedelli-askerlik-yerleri-ne-zaman-aciklanir-msbden-celp-ve-sevk-tarihleri-aciklamasi-5685256/>

Sabah, "Son dakika: TSK'da coronavirüs önlemi! », 13/03/2020
<https://www.sabah.com.tr/gundem/2020/03/13/msbden-flas-idlib-aciklamasi>

Hürriyet, « İdlib şehidi Emre Baysal'ın kardeşi: Geri kalan hayatımda askeriyede görev almak istiyorum », 02/03/2020
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/idlib-sehidi-emre-baysalin-kardesi-geri-kalan-hayatimda-askeriyede-gorev-almak-istiyorum-41459816>

RFI, « Deux soldats turcs tués dans des frappes aériennes à Idlib », 21/02/2020
<http://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20200221-deux-soldats-turcs-tu%C3%A9s-frappes-a%C3%A9riennes-%C3%A0-idlib>

Hürriyet, "Amasya'da 6 bin 300 bedelli asker yemin etti", 24/01/2020
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/amasyada-6-bin-300-bedelli-asker-yemin-etti-41427580>

Hürriyet, « 2020 Askerlik yerleri ne zaman açıklanır? Bedelli askerlik sonuçları nasıl sorgulanır? » 21/01/2020
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/bedelli-askerlik-sonuclari-aciklandi-mi-2020-askerlik-yerleri-ne-zaman-aciklanir-41424460>

Turkish Minute, "Conscript who killed Armenian-Turkish private gets 16 years in prison", 13/01/2020

<https://www.turkishminute.com/2020/01/13/conscript-who-killed-armenian-turkish-private-gets-16-years-in-prison/>

The Guardian, "Oyak: Turkish buyer of British Steel with direct ties to the military", 16/08/2019

<https://www.theguardian.com/business/2019/aug/16/british-steels-turkish-buyer-owned-by-oyak-military-pension-fund>

CNN Türk, « Oğlu ya da eşi askere gidene 2 ayda bir 550 TL », 19/07/2019

<https://www.cnnturk.com/ekonomi/oglu-ya-da-esi-askere-gidene-2-ayda-bir-550-tl?page=1>

Haberler.com, "Ümraniye'de asker uğurlama gecesi düzenlendi", 19/07/2019

<https://www.haberler.com/umraniye-de-asker-ugurlama-gecesi-duzenlendi-12258696-haberi/>

Anadolu Ajansı, « Turkey: Paid military service applications to start July 16 », 13/07/2019

<https://www.aa.com.tr/en/turkey/turkey-paid-military-service-applications-to-start-july-16/1530721>

Euronews (en turc) , « Bedelli askerlik 33 bin TL, dövizle askerlik 5 bin 442 euro oldu », 13/07/2019

<https://tr.euronews.com/2019/07/13/bedelli-askerlik-33-bin-tl-dovizle-askerlik-5-bin-442-euro-oldu>

Hürriyet Daily News, « New military service law approved », 25/06/2019

<http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-parliament-ratifies-new-military-service-law-144475>

TRT Haber, "10 soruda yeni askerlik sistemi", 23/05/2019

<https://www.trthaber.com/haber/gundem/10-soruda-yeni-askerlik-sistemi-416689.html>

Daily Sabah, "A professional army not far away as conscription times set to shorten", 19/02/2019, <https://www.dailysabah.com/turkey/2019/02/19/a-professional-army-not-far-away-as-conscription-times-set-to-shorten>

Milliyet, « Yahyalı'da Asker Uğurlama Gecesi Düzenlendi », 19/09/2018

<https://www.milliyet.com.tr/yerel-haberler/kayseri/yahyalida-asker-ugurlama-gecesi-duzenlendi-13023746>

Gaziantep24, "Asker uğurlama dehşeti", 21/07/2018

<https://www.gaziantep27.net/asker-ugurlama-dehseti-518685h.htm> ;

Hürriyet Daily News, "Turkish government submits paid military exemption bill", 17/07/2018

<https://www.hurriyetdailynews.com/turkish-government-submits-paid-military-exemption-bill-134682>

Daily Sabah, "Gendarme to end conscription as military reforms take hold", 30/06/2018,

<https://www.dailysabah.com/minorities/2018/06/30/gendarme-to-end-conscription-as-military-reforms-take-hold>

AKTAŞ Ercan, « Conférence EHES-Paris : Non au service militaire obligatoire ! » Kedistan, 16/06/2018

<http://www.kedistan.net/2018/06/16/non-au-service-militaire-obligatoire/>

Sputnik, "Şehit ve gazi yakınları, ailelerinin yanında askerlik yapabilece", 01/06/2018

<https://tr.sputniknews.com/turkiye/201806011033683622-sehit-gazi-yakinlari-askerlik/>

Kurdistan 24, « Conscript in Turkish army 'lynched' for singing in Kurdish, MPs say », 10/05/2018

<https://www.kurdistan24.net/en/news/e9b13521-081d-402b-9ea4-20f41eea9bb5>

Hürriyet Daily News, "Turkish judges, prosecutors exempt from military service until age of 35 in bid to fill vacancies after dismissals", 11/01/2018

<https://www.hurriyetaidailynews.com/turkish-judges-prosecutors-exempt-from-military-service-until-age-of-35-in-bid-to-fill-vacancies-after-dismissals-125585>

Yeni Şafak, « Şehit yakınlarına zorunlu askerlik kaldırıldı », 24/12/2017

<https://www.yenisafak.com/gundem/sehit-yakinlarina-zorunlu-askerlik-kaldirildi-2939312>

Milliyet, « Konya'da "Asker Uğurlama Gecesi" Düzenlendi » , 23/10/2017,

<https://www.milliyet.com.tr/yerel-haberler/konya/konyada-asker-ugurlama-gecesi-duzenlendi-12354604>

Info-Türk, « La Turquie doit absolument se débarrasser du diktat de l'Armée - The Turkish Army's business empire: OYAK », 12/2002

<https://www.info-turk.be/292.htm>

Blog

ERDEMİR Aykan, « Islamic State's Turkish executioner killed in Deir Ezzor », Long War Journal, 15/06/2018

<https://www.longwarjournal.org/archives/2018/06/islamic-states-turkish-executioner-killed-in-deir-ezzor.php>

Autre source

Wikipedia (en anglais), "Turkish Armed Forces casualties in Syria", m. à j. le 28/03/2020

https://en.wikipedia.org/wiki/Turkish_Armed_Forces_casualties_in_Syria